Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 JANVIER 1872.

Crédits au Budget de la Dette publique de l'exercice 1871, s'élevant ensemble à fr. 2,314,869 88 c.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Dans le courant de l'année 1871, le Trésor a dû pourvoir à diverses dépenses autorisées par la loi, mais au paiement desquelles aucun crédit n'avait été affecté. Afin de régulariser ces dépenses, qui s'élèvent à la somme de fr. 2,314,869 88 c., j'ai l'honneur de soumettre aux délibérations de la Chambre un projet de loi allouant les crédits qu'il y a lieu d'ajouter de ce chef au Budget de la Dette publique de l'exercice 1871. Quelques explications suffiront pour les justifier :

En exécution des conventions du 25 avril 1870 (art. 10, § 4), du 22 novembre suivant (art. 1^{er}) et du 16 janvier 1871, intervenues entre l'État et la Société des Bassins houillers du Hainaut, et approuvées par les lois du 3 juin 1870 (*Moniteur*, n° 156) et du 25 février 1871 (*Moniteur*, n° 56), le Trésor avait délivré à cette société, en paiement du matériel expertisé des chemins de fer repris par l'État, des titres de la Dette publique à 4 1/2 p. 0/0, 6^e série, savoir :

Crédit de 711,515 fr. pour intérêts et amortissement de la dette à 4 1/2 p. 0/0. (Art. 1^{er} du projet de loi.)

à la date du 1 ^{er} mai 1871, pour un capital de fr.	15,501,900 »
et pendant la période du 1 ^{er} mai au 31 octobre 1871, pour un capital de	1,856,800 »

ENSEMBLE fr. 15,158,700 »

La somme de 711,515 francs demandée en augmentation du crédit alloué par l'article 3 du Budget de la Dette publique de l'exercice 1871, pour la dette à 4 1/2 p. 0/0, 6^e série, représente les intérêts et la dotation d'amortissement afférents à l'échéance semestrielle du 1^{er} mai 1871, sur le capital de

13,501,900 francs, et à l'échéance du 1^{er} novembre 1871 sur le capital de 15,158,700 francs.

Credit de 510,000 fr.
pour le nouvel emprunt
à 4 p. %/o. (Art. 19 du
Budget.)

Aux termes de l'article 2 de l'arrêté royal du 29 juillet 1871, réglant les conditions d'émission de l'emprunt autorisé par la loi du 27 juillet 1871, les obligations portent intérêt, à 4 p. %/o l'an, à partir du 1^{er} août 1871. Le Budget de la Dette publique pour l'exercice 1872 ne comprenant des crédits que pour les intérêts de cette nouvelle dette qui prennent cours le 1^{er} novembre 1871, il reste à allouer, pour les intérêts afférents à la période du 1^{er} août au 31 octobre 1871, une somme de 510,000 francs, à rattacher au Budget de l'exercice 1871.

Ainsi qu'on l'a fait remarquer à propos du Budget de 1872, aucun crédit ne doit encore être alloué pour l'amortissement de cet emprunt, parce que la dotation, qui n'est employée qu'à la fin du semestre, ne prend cours que le 1^{er} novembre 1872.

Credit de 75,000 fr.
pour commissions rela-
tives au même emprunt.
(Art. 20 du Budget.)

Ensuite des autorisations que renfermaient les articles 7 et 8 de l'arrêté royal précité du 29 juillet 1871, des commissions ont été accordées sur les capitaux de l'emprunt à 4 p. %/o négociés par convention spéciale à MM. de Rothschild frères, banquiers à Paris, à la Société générale pour favoriser l'industrie nationale à Bruxelles et à la Banque de Belgique, ainsi que sur les capitaux souscrits par les banquiers, agents de change, commissionnaires en fonds publics et agents d'affaires, dûment patentés comme tels. (Art. 17 de l'arrêté du Ministre des Finances du 29 juillet 1871.)

Les paiements effectués jusqu'à ce jour du chef de ces commissions s'élèvent à fr. 74,601 69 c^s; mais afin de pouvoir satisfaire aux réclamations qui pourraient encore surgir et qui seraient reconnues fondées, on a jugé prudent de solliciter un crédit un peu plus élevé, afin de ne pas devoir recourir plus tard à une demande de crédit supplémentaire pour une somme de minime importance. Ce qui pourra rester disponible sur ce crédit sera annulé par la loi de règlement du compte de l'exercice.

Credit de 350,000 fr.
pour escompte sur les
versements anticipés des
termes de paiement du
dit emprunt. (Art. 21 du
Budget.)

Eu égard à la situation de la caisse de l'État et aux engagements auxquels il doit subvenir, le Gouvernement a réparti le paiement du prix des obligations en neuf termes, échelonnés sur une période de deux années environ.

Toutefois, et selon l'usage admis en pareille matière, il a accordé aux preneurs la faculté d'anticiper leurs versements moyennant un escompte fixé, jusqu'à disposition ultérieure, à 2 p. %/o par an.

Malgré l'exiguité de cet escompte, un certain nombre de porteurs ont libéré leurs titres par anticipation, et le Trésor a eu à payer de ce chef, jusqu'à la date du 31 décembre 1871, une somme de fr. 224,504 19 c^s. Il est impossible de prévoir le chiffre que cette dépense pourra atteindre d'ici à l'époque à laquelle il ne sera plus fait de versements anticipés, mais on a lieu de croire qu'elle ne dépassera pas le montant du crédit demandé. Quoiqu'il en soit, on a jugé prudent, ainsi qu'on l'a fait précédemment, de rendre ce crédit non limitatif.

Au commencement de l'année 1871, on a reconnu utile de négocier à la Caisse des dépôts et consignations, des bons du Trésor à un an de date et à l'intérêt de 4 p. % l'an, pour un capital de 5,651,500 francs. Mais dès que les premiers versements du nouvel emprunt ont été effectués, on s'est empressé de rembourser ces bons, afin de diminuer la somme d'intérêt à payer. Le crédit de fr. 101,354 88 c^s demandé pour la régularisation de cette dépense, comprend les intérêts prorata acquittés depuis la date d'émission jusqu'à l'époque du remboursement anticipé.

Crédit de 101,354 fr. 88 c^s pour intérêts de bons du Trésor. (Art. 29 du Budget)

La note préliminaire du Budget de la Dette publique pour l'exercice 1872, ainsi que celles qui ont été insérées dans le rapport de la section centrale, renferment tous les renseignements relatifs à cette première annuité, qui n'a pu être comprise au Budget de 1871. On rappellera seulement que le chiffre de la deuxième annuité figure au Budget voté pour l'exercice 1872.

Crédit de 667,000 fr. représentant la 1^{re} annuité à payer pour le rachat du matériel de la Compagnie des Bussius Houillers.

Les crédits demandés se trouvant justifiés par les explications qui précèdent, j'ai la confiance que le projet de loi qui les renferme recevra l'approbation de la Chambre.

Le Ministre des Finances,

J. MALOU.

PROJET DE LOI.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

À tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances ;

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, à la Chambre des Représentants, par Notre Ministre des Finances :

ARTICLE PREMIER.

Le crédit accordé par l'article 3 du Budget de la Dette publique de l'exercice 1871, est augmenté d'une somme de 711,515 francs, savoir :

a. Intérêts du semestre échu le 1 ^{er} mai 1871 sur un capital de 13,501,900 francs en dette à 4 ½ p. %, 6 ^{me} série, représentant la valeur de la partie expertisée à cette date du matériel repris par l'État à la Société anonyme des chemins de fer des Bassins Houillers du Hainaut. (Loi du 25 février 1871, <i>Moniteur</i> n ^o 56) . . . fr.	299,292 75	}	552,547 50
b. Dotation d'amortissement pour le même semestre : ¼ p. % du capital de 13,501,900 fr.	53,254 75		
c. Intérêts du semestre échu le 1 ^{er} novembre 1871 sur un capital de 13,138,700 francs de la même dette, représentant la valeur de la partie expertisée à cette date dudit matériel de chemins de fer . . . fr.	341,070 75	}	378,967 50
d. Dotation d'amortissement pour le même semestre : ¼ p. % du capital de 13,138,700 fr.	37,896 75		

ART. 2.

Les crédits suivants sont alloués au même Budget :

Art. 19. — Intérêts de l'emprunt de 51,000,000 de francs à 4 p. %, émis en vertu

A REPORTER. 711,515 »

REPORT.	711,515 »
de la loi du 27 juillet 1871 (période du 1 ^{er} août au 31 octobre 1871.).	510,000 »
Art. 20. — Commissions allouées par l'ar- ticle 2 de la convention du 29 juillet 1871 et par l'article 17 de l'arrêté ministériel du même jour, sur une partie des capitaux sous- crits dudit emprunt.	75,000 »
Art. 21. — Escompte à 2 p. % l'an accordé par l'article 7 de l'arrêté ministériel précité, sur les versements anticipés des termes de paye- ment du même emprunt	550,000 »
(Ce crédit n'est pas limitatif; il pourra être transféré aux exercices suivants).	
Art. 22. — Intérêts des bons du Trésor émis pendant l'année 1871	101,554 88
Art. 23. — Première annuité (calculée à 4 1/2 p. % sur un capital de 12,600,000 francs), représentant le prix d'une partie du matériel d'exploitation, etc., de chemins de fer cédés à l'État par la Société des Bassins houillers du Hainaut. (Art. 10 de la convention du 25 avril 1870, approuvée par la loi du 5 juin suivant)	567,000 »
TOTAL.	<u>2,514,869 88</u>

Les crédits mentionnés aux articles 1 et 2, qui s'élèvent ensemble à la somme de *deux millions trois cent quatorze mille huit cent soixante-neuf francs quatre-vingt-huit centimes*, seront couverts au moyen des ressources ordinaires du Trésor.

Donné à Bruxelles, le 19 janvier 1872.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

J. MALOU.